



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

05^e procès-verbal du Conseil de ville / 05. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 19 mai 2022 à 18h00

Sitzung vom Donnerstag, 19. Mai 2022, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesen:

Bohnenblust Peter, Boly Kady, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Cadetg Leonhard, Clauss Susanne, Cuixeres Manon, De Maddalena Daniela, Epper Bettina, Halter Marisa, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Lehmann Caroline, Leuenberger Bernhard, Loderer Benedikt, Moeschler Marie, Molina Franziska, Oberle Fabio, Paronitti Maurice, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Rodriguez Ugolini Julian, Roth Myriam, Rüber Stefan, Schaffter Gaël, Scherrer Jürg, Scheuss Urs, Schiess Christophe, Schlup Nina, Schneider Veronika, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stettler Urs, Stocker Julien, Stolz Joseline, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tonon Ariane, Torriani Latscha Isabelle, van der Meer Marion, Vlaiculescu-Graf Christiane, Vouillamoz Naomi, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zumstein Joël

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Augsburger-Brom Dana, Francescutto Luca, Gurtner-Oesch Sandra, Hamdaoui Mohamed, Morandi Marcel, Schneider Sandra, Schor Alfred, Tennenbaum Ruth, Wächter Olivier, Wendling Cécile

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Fehr Erich, maire

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Frank Lena, Gonzalez Bassi Glenda, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Bord Pascal, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Klemmer Regula, secrétaire parlementaire

53.	Approbation de l'ordre du jour.....	137
54.	Communications du Bureau du Conseil de ville.....	138
55.	Approbations des procès-verbaux (28/29 avril et 20 mai 2021, nos 07, 08 et 09).....	138
56.	Postulat interpartis urgent 20220065, Tanner Anna, SP, Tennenbaum Ruth, PAS, Stolz Joseline, PSR, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Pittet Natasha, PRR, «Un rapport sur les mesures permettant de traiter dans les délais les demandes de prolongation d'autorisations de séjour»	138
57.	Interpellation urgente 20220066, Loderer Benedikt, Les Vert·e·s, «Comment Bienne atteindra-t-elle 20% de logements d'utilité publique d'ici 2035?»	139
58.	Postulat 20210292, Cadetg Leonhard, Groupe FDP, «Examen des prestations de l'Administration municipale»	140
59.	Postulat interpartis 20210295, Tanner Anna, PS, Lehmann Caroline, PVL, De Maddalena Daniela, Les Vert·e·s, Kilezi Ruth, PSR, Halter Marisa, POP, Hamdaoui Mohamed, Le Centre, «Construire l'avenir: utiliser le potentiel des abattoirs de Bienne»	143
60.	Motivation de l'urgence du postulat interpartis 20220161, Koller Levin, PS, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Stolz Joseline, PSR, Schlup Nina, JS, Sprenger Titus, PAS, Heiniger Peter, POP, «Budget 2023 – le Conseil de ville doit être informé de manière transparente concernant les mesures du projet Substance»	146
61.	Postulat interpartis 20210336, Rüber Stefan, Groupe Les Vert·e·s , Steinmann Alfred, Groupe PS/JS, «Zones de rencontre au Champ-du-Moulin».....	147
62.	Postulat 20210294, Vouillamoz Naomi, Groupe Les Vert·e·s, Rüber Stefan, Groupe Les Vert·e·s , «Le quartier de Mâche se réinvente en zone à trafic apaisé».....	149
63.	Interpellation interpartis 20210296, Sprenger Titus, PAS, Steinmann Alfred, PS, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, «Places de stationnement sur l'ancien site des abattoirs, faisant partie du patrimoine financier, et intentions concernant l'affectation à long terme de ce terrain»	150
64.	Interpellation 20210298, Stolz Joseline, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, «Cyberattaque de Rolle: quels enseignements pour la sécurité informatique de la Ville de Bienne?»	151
65.	Interpellation 20210363, Cuixeres Manon, JS, Moeschler Marie, PSR, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Pittet Natasha, PRR, Tennenbaum Ruth, PAS, Tonon Ariane, Les Vert·e·s, Tanner Anna, PS, Schlup Nina, JS, Halter Marisa, POP, Torriani Latscha Isabelle, PSR, «Agressions au GHB: que fait la Ville pour se prémunir contre ce fléau?»	152
66.	Interpellation 20210364, CDG, Scheuss Urs, Les Vert·e·s, Pittet Natasha, PRR, Tanner Anna, PS, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Sprenger Titus, PAS, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Zumstein Joël, UDC, «Pratique concernant l'attribution de contrats de prestations».....	153
67.	Interpellation interpartis 20210338, Briechle Dennis, PVL, Halter Marisa, POP, Heiniger Peter, POP, Schneider Veronika, UDC, De Maddalena Daniela, Les Vert·e·s, «Être au lieu de paraître / Rendez à la Vieille Ville sa lumière!».....	154
68.	Nouvelles interventions.....	157

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Mesdames et Messieurs, je vous souhaite la bienvenue. Suite à un problème technique, nous commençons la séance avec un léger retard et je vous prie de nous en excuser. Comme annoncé, nous ne ferons pas de pause aujourd'hui. Par contre, il est prévu de faire une pause lors de la prochaine séance du 9 juin 2022.

Vous trouverez sur votre table:

- Rapport annuel 2021 de la Bibliothèque de la Ville

Sur la table de l'huissier:

- Parlement N° 1, avril 2022

Vous m'avez donné votre confiance en m'élisant à la présidence du Conseil de ville. Je vous en remercie et je ferai tout mon possible pour la mériter. Je ne vous assommerai pas avec un discours lénifiant de par sa couleur politique ou sa longueur, mais je tiens à vous adresser quelques mots. En me rappelant les anciennes présidences, quelques souvenirs me reviennent. Personne ne porte de casquette et je n'aurai pas à faire la police des casquettes, c'est déjà une bonne chose! J'aime bien les chouettes, mais je n'en installerai pas sur ma table. Le lock-down complet est derrière nous et je n'ai pas l'ambition de battre le record en terme de reports de points de l'ordre du jour. Les mesures sanitaires sont, pour le moment, derrière nous et la dernière présidence était plus qu'efficace, en vous habituant à des séances très courtes.

Je tiens à remercier Madame Strobel de nous avoir laissé un ordre du jour propre, sans reports ou retards. J'espère pouvoir faire aussi bien, mais la barre est placée très haute. Je n'ai pas de leçons à donner, mais juste une vision personnelle. Le mieux est souvent l'ennemi du bien, cela vaut aussi pour le temps de parole. En se concentrant sur l'essentiel, sans répéter plusieurs fois la même chose, nous pouvons investir le temps qu'il faut sur les thèmes importants qui nécessitent un débat. J'espère que cela ne restera pas qu'un vœu pieux. Nous avons de la chance de siéger dans un Conseil de ville où le débat est intense et les relations personnelles sont bonnes. Indépendamment des différentes idées politiques, je peux aller boire un café avec chacune et chacun d'entre vous et j'espère que cela soit vrai pour toutes et tous et que cela dure. Les attaques personnelles n'ont rien à faire dans cet hémicycle, C'est un point auquel je tiens. J'ai la chance de commencer dans des conditions-cadre favorables, hors ce petit souci technique. Nous avons un ordre du jour réduit et je veux faire au mieux. Toutefois, je n'ai pas encore la routine et je vous remercie par avance pour votre compréhension. Je vous souhaite, maintenant, une bonne séance.

53. Approbation de l'ordre du jour

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Madame Tennenbaum étant absente, le point 8 de l'ordre du jour, Postulat 20210290 «Des dimanches sans voitures MAINTENANT» est reporté à la prochaine séance.

L'ordre du jour est approuvé tacitement avec cette modification.

54. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

55. Approbations des procès-verbaux (28/29 avril et 20 mai 2021, nos 07, 08 et 09)

Les procès-verbaux n° 07, 08 et 09 sont approuvés tacitement.

56. Postulat interpartis urgent 20220065, Tanner Anna, SP, Tennenbaum Ruth, PAS, Stolz Joseline, PSR, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Pittet Natasha, PRR, «Un rapport sur les mesures permettant de traiter dans les délais les demandes de prolongation d'autorisations de séjour»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Tanner Anna, SP: Die Geschichte rund um die Dienststelle Einwohner- und Spezialdienste und den Bereich Migration dauert schon etwas länger an, weshalb es für die Urheberinnen des Vorstosses wichtig ist, dran zu bleiben. Die Postulantinnen schliessen sich dem Antrag des Gemeinderates an und werden das Postulat erheblich erklären. Der Gemeinderat hat die Notwendigkeit der Forderung nach einem Bericht erkannt. Heute fand die Mitgliederversammlung des DSI (Dachverband der sozialen Institutionen) statt. An dieser Sitzung wurde festgestellt, dass es in Biel nach wie vor zu Verspätungen bei der Verlängerung von Aufenthaltsbewilligungen kommt. Insbesondere problematisch ist dies für InhaberInnen von B-Ausweisen, da bei Verspätungen, auch nach Vorlage eines Arbeitszeugnisses, der Jobverlust droht. Es dürfte in unser aller Interessen sein, diese Probleme anzugehen und sowohl Energie als auch Ressourcen zu investieren. Kann der Direktor der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) kurz über den Stand der bisher ergriffenen Massnahmen informieren?

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Es freut mich, heute als erstes Gemeinderatsmitglied unter dem neuen Stadtratspräsidium sprechen zu dürfen. Bezüglich Ihrer Frage, Frau Tanner, kann ich kurz berichten, dass – wie Sie bereits der Medienberichterstattung entnehmen konnten – Ihr Anliegen zur Abarbeitung der Pendenzen aufgenommen wurde. Das «Backlog» der Dienststelle im Bereich Migration kann nicht innerhalb einer Woche abgearbeitet werden. Vorderhand bleiben deshalb Pendenzen bei der Behandlung von Aufenthaltsbewilligungen bestehen, respektive können nicht fristgerecht bearbeitet werden. Probleme wurden sowohl im Front Office wie auch im Back Office festgestellt. In der Zwischenzeit wurden die Rückstände im Front Office abgearbeitet. Das gilt aber nicht für das Back Office, wo die Aufarbeitung wohl noch einige Zeit beanspruchen dürfte. Dennoch bin ich zufrieden mit dem bereits Erreichten, zumal feststellbar ist, dass die Arbeiten im Rahmen der Vorgaben erfolgen. Auch die Schnittstellenproblematik in Zusammenarbeit mit Aussenstehenden

funktioniert. Reibungsverluste gibt es keine. Eine Mitarbeiterin wird ausschliesslich für diese Problemstellung eingesetzt.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

57. Interpellation urgente 20220066, Loderer Benedikt, Les Vert·e·s, «Comment Bienne atteindra-t-elle 20% de logements d'utilité publique d'ici 2035?»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Loderer Benedikt, Grüne: Ich danke dem Gemeinderat für das wortreiche Schweigen und den milden Tadel in seiner Beantwortung! Zuerst zum Tadel: Meine Interpellation sei keineswegs dringlich, schreibt der Gemeinderat, da keine Notwendigkeit bestehe, kurzfristig zu handeln. Es wäre genügend Zeit vorhanden, die fehlenden 800 Wohnungen zu bauen um das Ziel von 20% gemeinnützigen Wohnungen bis 2035 zu erreichen. Wir sind jedoch im Rückstand, darum: Einspruch hoher Gemeinderat! Gemeinnütziger Wohnungsbau ist dringend und keineswegs, ich zitiere: «...*in der subjektiv zugeordneten Wichtigkeit des Themas für den Interpellanten zu orten.*» So viel zum milden Tadel, den ich, liebe Stadtratsmitglieder, an Sie weiterreiche. Warum habe ich in diesem Parlament noch nie erlebt, dass einem Vorstoss die Dringlichkeit versagt wurde? Es handelt sich um eine parlamentarische Parallelaktion, denn bist du mir «dringlich», so «dringliche» ich dich auch.... Der Bieler Stadtrat pflegt einen etwas «schlampigen» Umgang mit der Dringlichkeit.

Zum Schweigen: Das Reglement für gemeinnützigen Wohnungsbau (Reglement über die Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus, RFGW; SGR 8.5-1) habe ich gelesen und sogar kapiert. Dass unterdessen die Baurechtsverträge mit 60 Wohnbaugenossenschaften verlängert wurden, ist auch mir aufgefallen. Ich bedanke mich ausdrücklich für die grosse Arbeit der Abteilung Liegenschaften. Des Weiteren habe ich bemerkt, dass gemeinnützige Wohnungen auf den Arealen Blumenstrasse-Süd und -Nord sowie beim Stadion Gurzelen in Planung sind.

Ich behaupte keineswegs, dass nichts gemacht wird. Meine Frage ist nur, geschieht genug? Was gedenkt der Gemeinderat zu tun, damit das im Reglement gesetzte Ziel von 20% gemeinnützigen Wohnungen bis 2035 erreicht wird? In der Beantwortung finde ich dazu keine Erklärung. Ich verstehe das wortreiche Schweigen durchaus. Wäre der Gemeinderat ehrlich, hätte er geschrieben, dass er ratlos ist und das Ziel nicht erreichen kann. Ohne Land ist er nicht in der Lage, 20% gemeinnützige Wohnungen bis 2035 oder später zu bauen. Reglement hin oder her, es gilt der Grundsatz «*Nemo ultra posse obligatur*» (Über das Können hinaus wird niemand verpflichtet). Im Detail hindert das den Gemeinderat allerdings keineswegs, Schritte in die richtige Richtung zu tun.

Ich habe die Areale Blumenstrasse und Gurzelen schon erwähnt und anerkenne die dort geleistete Arbeit dankbar. Möglich wäre jedoch mehr. Zusammen mit dem Vorstosstext haben Sie eine Übersicht erhalten, wo in Biel sich die Grundstücke befinden, welche der Stadt gehören oder auf welche sie Einfluss hat. Darauf ist ersichtlich, was die Spatzen von den Dächern pfeifen: Selbst bei Ausschöpfung aller Reserven, wird das Ziel, 20% gemeinnützige Wohnungen per 2035 verfehlt. Das sollte

Biel aber nicht daran hindern, pragmatisch Schritt für Schritt vorwärts zu gehen. Was plant der Gemeinderat beispielsweise mit dem Schlachthaus-Areal? Was passiert mit dem Spital-Areal und AGGLOlac? Das RFGW war die Antwort des Stadtrats auf die Volksinitiative «Mehr bezahlbare Wohnungen» des Mieterverbands. Der Stadtrat hat dem Gemeinderat Aufgaben ins Pflichtenheft geschrieben, die er nicht erfüllen kann. Dies war aber damals bereits bekannt. Verdient das nicht auch einen milden Tadel...?

Koller Levin, SP: Genossenschaftlicher Wohnungsbau ist ein Segen für die Gesellschaft. Genossenschaften bieten qualitativ gute Wohnungen zu bezahlbaren Mieten. Familien und von Armut betroffene Menschen finden dadurch Wohnungen in der Stadt, die sie sich leisten können. Die Vorteile des genossenschaftlichen Wohnungsbaus beschränken sich jedoch nicht nur auf den finanziellen Aspekt. Genossenschaften sind Vorreiterinnen bei der sozialen Durchmischung und fördern den Austausch zwischen den verschiedenen Bevölkerungsgruppen. GenossenschaftlerInnen haben Mitbestimmungs- und Gestaltungsspielraum sind aber auch verantwortlich, sich um ihre Liegenschaft zu kümmern. Damit werden Teilhabe und Engagement gefördert. Aus diesen Gründen sind Wohnbaugenossenschaften ein Erfolgsmodell. Der genossenschaftliche Wohnungsbau in Biel hat jedoch in den letzten Jahrzehnten an Bedeutung verloren. Die Stärkung der Wohnbaugenossenschaften im Wohnungsmarkt ist deshalb zentral.

Das 20%-Ziel ist in der Stadt Biel auf Reglementsstufe verankert. Wie kann dieses Ziel bis 2035 erreicht werden? Ich finde die Frage des Interpellanten sehr wichtig und bedanke mich dafür. Der Trend zur Reduzierung des Anteils an gemeinnützigen Wohnungen muss gebrochen werden. Der Gemeinderat muss den gemeinnützigen Wohnungsbau prioritär behandeln und forcieren. Mit dem Gurzelen-Projekt geht der Gemeinderat in diese Richtung, was sehr begrüßenswert ist. Möglich ist aber noch mehr. Der Gemeinderat könnte beispielsweise Baurechte für den Bau von Wohnungen nicht mehr an private, profitorientierte Investoren, sondern nur noch an gemeinnützige Wohnbauträger abgeben. Er könnte ausserdem die Überarbeitung von baurechtlichen Grundordnungen, welche für den gemeinnützigen Wohnungsbau vorgesehen sind, verstärkt angehen. An dieser Stelle halte ich fest, dass verschiedene Genossenschaften bereit sind, vermehrt in Biel zu investieren. Diese Bestrebungen werden mit Wohlwollen aufgenommen. Jede Investition in den genossenschaftlichen Wohnungsbau hilft mit, das Ziel zu erreichen. In der Beilage zum Vorstoss sind die Grundstücke auf Stadtgebiet ausgewiesen. Ich würde es begrüßen, wenn der Gemeinderat detailliert prüft, ob einige dieser Grundstücke im Baurecht an genossenschaftliche Wohnbauträger abgegeben werden können. Der Gemeinderat unternimmt bereits einiges, muss zur Erreichung des Ziels aber mehr tun.

L'interpellant est satisfait de la réponse du Conseil municipal.

58. Postulat 20210292, Cadetg Leonhard, Groupe FDP, «Examen des prestations de l'Administration municipale»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP: Über die Analyse der Situation sind sich der Gemeinderat und der Postulant einig. Ebenfalls einig sind wir uns darüber, dass die Stadtverwaltung nicht abgewürgt werden darf. Dies müssen wir uns für die nahe Zukunft mit der schwierigen finanziellen Lage immer wieder vor Augen halten. Auch über die Wahl der Mittel sind wir uns weitgehend einig. Die Gewichtung bleibt noch auszuhandeln und wird die grosse Arbeit sein. Im vorliegenden Postulat geht es nicht darum, zu diskutieren, was richtig ist. Vielmehr geht es darum Handlungsweisen und deren Auswirkungen sichtbar zu machen. Mit dem Rechnungsmodell nach HRM2 (harmonisiertes Rechnungslegungsmodell für die Kantone und Gemeinden) bleibt den Parlamenten nicht mehr viel anderes übrig, als eine pauschale Kürzung. Das kann nicht sein, dafür liegt uns die Stadt Biel zu sehr am Herzen. Der vorliegende Vorstoss ist nicht bereits heute abzuschreiben, sondern dann, wenn die Informationen zu den Abklärungen vorliegen. Ich bitte Sie deshalb, das Postulat nicht abzuschreiben.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO geht davon aus, dass die Überprüfung im Rahmen der Massnahmen zu «Substance 2030» vorgenommen wurde. Ein guter Service public ist für die Lebensqualität in der Stadt Biel essenziell. Die Leistungen der Stadtverwaltung für die Bevölkerung wurden über die letzten Jahre kontinuierlich eingeschränkt. Nach Ansicht der Fraktion SP/JUSO ist die Zitrone jetzt ausgepresst. Die Stadt Biel gibt bereits heute für die Verwaltung weniger Geld aus als vergleichbare Städte. Ein weiterer Leistungsabbau würde das übriggebliebene Grundgerüst beschädigen. Nach Jahren getätigter Einsparungen anzunehmen, es sei noch Spielraum vorhanden, ist Wunschdenken. Jetzt noch Leistungen abzubauen, ohne dass es grosse Teile der Bevölkerung schmerzt, ist eine Illusion. Die Fraktion SP/JUSO sieht das Problem auf der Einnahmenseite, wo ein beträchtlicher Teil der Unternehmenssteuern weggefallen ist. Diese Steuergeschenke wurden auf kantonaler und nationaler Ebene beschlossen und die Stadt Biel muss nun die Konsequenzen ausbaden. Trotzdem ist die Fraktion SP/JUSO nicht bereit, die Stadtverwaltung totzusparen. Die Bevölkerung trägt die Angebote mit und profitiert von der damit gebotenen Lebensqualität. Wir wollen eine lebendige Stadt bleiben und werden jeden vorgeschlagenen Leistungsabbau in Frage stellen. Die Fraktion SP/JUSO wird dem Gemeinderat folgen, das Postulat erheblich erklären und als erfüllt abschreiben.

Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen wird den Argumenten des Postulanten folgen und ist der Meinung, dass der Vorstoss erheblich erklärt aber nicht abgeschrieben werden sollte.

Oberle Fabio, JUSO: Die Art der Forderung des vorliegenden Vorstosses wurde in den letzten Jahren von bürgerlicher Seite immer wieder eingereicht und diskutiert. Auch wenn im Vorstoss keine expliziten Forderungen gestellt werden, ist die Stossrichtung klar. Leistungen sollen abgebaut werden. Die Gunst der Stunde wird genutzt, um einen weiteren Angriff auf den Service public zu starten. Ungeniert setzen sich bürgerliche PolitikerInnen dafür ein, um Unterrichtsstunden und Lager in den Schulen zu streichen und viele Kulturbetriebe zu schliessen. Selbst vor städtischen Betagtenheimen macht ihre Zerstörungswut nicht halt. Dann ist da noch ihr Lieblingsmanöver: Die Sozialhilfe weiter abzubauen ist traurige bürgerliche Tradition. Dabei wird gerne mit entmenschlichten Ausdrücken wie «Sozialschmarotzer» argumentiert, die an die dunkelsten Zeiten der europäischen Geschichte erinnern. Über die Ursachen des Finanzdefizits will die bürgerliche Seite aber nicht sprechen, denn diese ist allein das Resultat der bürgerlichen Steuerpolitik der letzten drei Jahrzehnte auf kantonaler und

nationaler Ebene. Unternehmenssteuerform I und II und STAF (Steuerreform und AHV-Finanzierung) führten zu massiven Einnahmeverlusten für die Stadt Biel und sind nur die Spitze des Eisbergs. Dazu kommt der interkantonale und interkommunale Steuerwettbewerb, den die bürgerlichen PolitikerInnen mit jedem Budget noch mehr anheizen wollen. Diese Massnahmen führen zu Steuerausfällen von CHF 5 Mia. schweizweit pro Jahr. Zugegeben, nicht jeder Franken, den die Stadtverwaltung kostet, wird optimal verwendet. Ein gewisses Optimierungspotenzial besteht durchaus. Der überwiegende Teil des Defizits ist jedoch auf die von bürgerlicher Seite vorangetriebene steuerliche Entlastung des Kapitals zurückzuführen. Das vorliegende Postulat ist Teil des neoliberalen Kreuzzugs, bei dem das reichste Prozent noch mehr steuerlich privilegiert werden soll. Die Rechnung sollen die restlichen 99% der Bevölkerung bezahlen. Die reichsten 3⁰/₁₀₀ in diesem Land besitzen 30% des Vermögens. Das genügt jedoch noch nicht, was Sie betreiben ist Klassenkampf von oben. Kürzlich wurde die Unternehmenssteuerreform III und die Stempelsteuervorlage vom Volk abgelehnt. In Biel betrug der Nein-Anteil bis zu 80%. Fällt das Budget 2023 zu Ungunsten der Bieler Bevölkerung aus, wird auch dieses abgelehnt.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich äussere mich nicht inhaltlich zum vorliegenden Postulat. Ich fordere Sie jedoch auf, dem Gemeinderat zu folgen, das Postulat erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben. Herr Cadetg, sonst ist es immer die FDP, die sich gegen unnötige Bürokratie ausspricht. Ihre Forderung kommt mit den Massnahmen zu «Substance 2030» sowieso auf den Tisch. Den Vorstoss seinem administrativen Schicksal zu überlassen, ist deshalb nicht sinnvoll. Ich bitte Sie, sich der Abschreibung anzuschliessen.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich will nicht in die linke Logik eingreifen. Weiterzumachen, wie soeben dargelegt, nützt nichts, denn zugehört wird Ihnen schon lange nicht mehr. Herr Stadtpräsident, normalerweise wird ein Vorstoss erst abgeschrieben, wenn der geforderte Bericht vorliegt. Die Fraktion FDP will den Bericht zu «Substance 2030» abwarten. Ich bitte Sie, das vorliegende Postulat erst abzuschreiben wenn der Bericht dem Stadtrat vorliegt.

Heiniger Peter, PdA: Mich erstaunt, dass die FDP Mehrkosten verursachen will. Der Stadtpräsident hat den Bericht in Aussicht gestellt. Ich empfehle Ihnen, das Postulat abzuschreiben.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne findet, dass es sich durchaus lohnt über die Fragen des vorliegenden Postulats nachzudenken und diese zu prüfen. Die Beantwortung des Gemeinderats ist nicht sehr glücklich formuliert. Was der Fraktion Grüne Probleme bereitet, sind nicht die Fragen sondern die Zielformulierung. Die angeblichen Einsparungen von CHF 20 Mio. sind unglaubwürdig. Bei dem beschränkten Spielraum der Stadtverwaltung ist dies doch eine erhebliche Summe. Ich denke, dass niemand weiss, wie dies umgesetzt werden kann ohne dass es jemandem wehtut. Die Fraktion Grüne wird mehrheitlich der Abschreibung zustimmen. Die Fragen sind im Rahmen der Budgetdebatte zu klären.

Briechle Dennis, GLP: Die Stadtratsmitglieder möchten möglichst umfassend informiert werden. Der Stadtpräsident stellt heute den Bericht in Aussicht. Die Beantwortung des Gemeinderats auf den vorliegenden Vorstoss ist jedoch etwas verwirrend. Dort steht: *«In welcher Form der Stadtrat in die weiteren Arbeiten einbezogen wird, wird der Gemeinderat zu gegebenem Zeitpunkt kommunizieren,*

wobei die GPK rollend über das Projekt informiert wird.» Das klingt sehr bescheiden und nicht zufriedenstellend.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de radier du rôle le postulat

La proposition est acceptée.

59. Postulat interpartis 20210295, Tanner Anna, PS, Lehmann Caroline, PVL, De Maddalena Daniela, Les Vert·e·s, Kilezi Ruth, PSR, Halter Marisa, POP, Hamdaoui Mohamed, Le Centre, «Construire l'avenir: utiliser le potentiel des abattoirs de Bienne»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat interpartis et de le radier du rôle.

Tanner Anna, SP: In letzter Zeit durfte ich das spannende Gebäude des alten Schlachthofs näher kennen lernen. Ein Kollektiv versucht dort mit kulturellen Veranstaltungen Fuss zu fassen. Es gibt bereits einige Projekte, beispielsweise einen Mittagstisch mit Gemüse, das sonst weggeworfen würde. Mit vielfältigen Nutzungen wird das Areal belebt. Das vorliegende Postulat will nicht eine Konkurrenzsituation schaffen und andere verdrängen. Vielmehr sollen dort Möglichkeiten geschaffen werden, damit partizipative kulturelle und soziale Projekte entstehen können. Vom Stadtrat braucht es ein Zeichen der Unterstützung und deshalb wollen wir das Postulat nicht abschreiben. Ein Zuspruch wäre wünschenswert. Immer wieder wird von Partizipation gesprochen. Hier engagieren sich Menschen und wollen von sich aus etwas aufbauen. Solche Projekte sind sehr wertvoll für die Stadt Biel. Neben dem Gurzelen-Projekt, dem Filmpodium und dem Haus pour Bienne gestalten solche Initiativen eine lebendige Stadt. Die Freiräume sollen kulturelle Nutzungen ermöglichen und nicht beispielsweise durch Parkplatzvermietung verdrängt werden. Der Stadtrat setzt mit der Nichtabschreibung ein starkes Zeichen für die kulturelle Vielfalt in Biel.

Pittet Natasha, au nom du Groupe PRR: Je prends la parole afin de dire que le Groupe PRR n'est pas d'accord avec les postulants. En effet, ce postulat demandait d'étudier le potentiel des abattoirs. À notre avis, le Conseil municipal l'a fait. Le potentiel ne veut pas nécessairement dire «la culture». Aujourd'hui, tous les locaux sont loués. Ces locations rapportent environ 200'000 fr. à la Ville. Nous savons tous à quel point la Ville a besoin de rentrées d'argent. Ces locaux sont loués depuis de nombreuses années, à différents petits entrepreneurs, artisans et non pas pour des locations de places de parc, comme ma préopinante l'a dit. Ce potentiel est partiellement exploité, aujourd'hui, et parfois par des choses sympathiques de quartiers participatifs. Toutefois, ce soir, les postulants ou les personnes qui louent ce lieu ne sont pas venus avec une proposition culturelle. Aucun projet n'est présenté, ce soir, demandant quelque chose de quantifiable dans tous les sens du terme. De notre avis, la réponse

a été donnée par le Conseil municipal et ce postulat peut être radié du rôle comme étant réalisé.

Leuenberger Bernhard, Fraktion FDP: Die PostulantInnen verlangen die kulturelle Nutzung des alten Schlachthofs und vertreten die Spassgesellschaft. Die Stadt Biel ist jedoch keineswegs eine Wüste ohne kulturelle Vielfalt. Die Förderung des Schlachthofareals würde automatisch eine Konkurrenzsituation schaffen. Frau Tanner, offenbar wussten Sie zum Zeitpunkt der Einreichung des vorliegenden Postulats nicht, dass das Areal bereits vielfältig genutzt wird. Herr Loderer hat heute Abend erklärt, dass das Ziel, 20% gemeinnützige Wohnungen in Biel bis 2035 nicht erreicht werden kann. Das fragliche Areal wäre mit Wohnungen besser ausgenützt als mit subventionierten soziokulturellen Projekten, um den PostulantInnen zu ermöglichen, gratis und auf Kosten anderer zu profitieren. Die Fraktion FDP wird dem Gemeinderat folgen und das Postulat abschreiben. Allerdings werden wir zu gegebener Zeit konkrete Massnahmen für dieses Areal fordern.

Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Der Gemeinderat schreibt in seiner Beantwortung, dass er der Zwischennutzung für kulturelle Zwecke positiv gegenübersteht. Andererseits sind die Gebäude in einem derart desolaten Zustand, dass sie aus ökonomischen Gründen nicht mehr erhaltenswert sind. Dementsprechend ist die Fraktion SVP/Die Eidgenossen der Meinung, dass das vorliegende Postulat erheblich erklärt und als erfüllt abgeschrieben werden kann.

Boly Kady, au nom du Groupe PSR: De l'avis du Groupe PSR et après avoir lu la réponse du Conseil municipal, ce postulat ne doit pas être radié du rôle comme étant réalisé. Selon les informations que nous avons, tout le site des abattoirs pourrait être déclaré comme monument historique, tout en sachant que cette procédure pourrait prendre du temps à aboutir. Tous les locaux de ce site sont actuellement utilisés et une offre culturelle très riche y est programmée régulièrement. Nous avons, à Bienne, des personnes prêtes à s'engager pour faire vivre et sauvegarder ce site. Elles ont besoin du soutien de la Ville, par exemple avec des discussions aux tables rondes ciblées menées avec les occupants et les associations impliqués afin de prendre en compte toutes les possibilités de restaurer, sécuriser et préserver le site des anciens abattoirs. La rentabilité d'un site historique peut aussi se voir à d'autres facteurs qu'uniquement économique, comme l'attractivité touristique ou culturelle. Le site des abattoirs est une part importante de l'histoire de Bienne. Ne devons-nous pas le préserver pour les générations futures? Nous notons aussi que dans sa réponse à l'interpellation 20210296 sur les places de stationnement qui concerne le même site, le Conseil municipal dit: *«Il est à nouveau possible de réfléchir à l'avenir de ce site. Les réflexions dans ce sens n'ont pas encore démarré.»* Pourquoi radier du rôle le présent postulat? Pour toutes ces raisons, le Groupe PSR vous demande de ne pas radier du rôle ce postulat.

Scheuss Urs, Grüne: Ich werde den PostulantInnen folgen und den Vorstoss nicht abschreiben. Ich kann zwar die Argumente des Gemeinderats gegen den langfristigen Erhalt des Schlachthofs nachvollziehen, sie überzeugen mich jedoch nicht. Störend ist vor allem das Vorgehen. Eine Forderung des Postulats, die Zukunft des Areals mit den aktuell Nutzenden zu klären, wurde nicht erfüllt. Es sind somit nicht alle Anliegen erfüllt, weshalb das Postulat noch nicht abgeschrieben werden darf. Abgesehen davon muss auch das Zukunftsbild des Dialogs zum Westast berücksichtigt werden. In diesem sollte der Schlachthof eigentlich erhalten bleiben. Der Gemeinderat bezog sich in seiner

Antwort nicht darauf. Das kommt auch an der Stelle in der Beantwortung zum Ausdruck, wo der Gemeinderat schreibt, dass das Areal am Rande des Stadtgebiets an der Grenze zu Nidau liegen würde. Das erwähnte Zukunftsbild geht jedoch davon aus, dass die beiden Städte miteinander verbunden werden. Der Schlachthof wäre damit nicht am Rand sondern mitten im städtischen Raum. Es gilt herauszufinden, wie die Zukunft städtebaulich und von der Stadtentwicklung her aussieht. Wieso wird dieser Aspekt ausgeklammert? Meine Interpretation ist, dass die Beantwortung von der Finanzdirektion verfasst wurde, welche offenbar mit der Stadtplanung nichts zu tun hat. Es zeigt aber auch auf, wie wenig das Zukunftsbild bei den städtischen Behörden verankert ist, was ich problematisch finde. Für mich ist das ein Grund, das Postulat nicht abzuschreiben.

Steidle Silvia, directrice des finances: Je vous remercie pour cette discussion très controversée. Cela montre qu'il y a un réel intérêt pour ce site et nous en sommes tout à fait satisfaits. Cependant à vous écouter, Madame Tanner, je ne comprends pas votre intervention. D'un côté, vous énumérez toutes les choses qui se passent aux «Schlachthof». Vous dites qu'il y a des artistes, l'IG (Interessengemeinschaft) Bienne-Seeland. Si l'IG y est c'est parce que ces locaux leur ont été loués et non pas qu'ils en ont pris possession. Madame Boly, excusez-moi, mais ces locaux ne sont pas tous loués comme vous le dites. Un local est libre depuis quelques mois. Nous avons signalé cela à l'IG mais elle ne l'a pas voulu. Elle estime que ce local n'est pas apte à être loué. Il ne s'agit pas de locaux uniquement culturels mais aussi de hangars ou d'entrepôts qui ne sont pas adaptés à la culture, dans l'état actuel. Vous ne voulez pas vous opposer à la location aux commerçants et artisans mais de ce que j'ai entendu, je pense que ce n'est pas vrai et dans ce cas. Il faut le dire haut et fort, vous souhaiteriez que l'on chasse les commerçants et artisans. On loue les locaux, dès qu'ils sont libres. Il y a une vraie diversité dans la location et ce n'est pas par votre intervention, ce soir, que nous allons tout changer, à nouveau. Il y a une vraie diversité et je le répète. Êtes-vous d'avis qu'il faut investir des millions dans des bâtiments qui sont loués actuellement mais pas adaptés à l'utilisation que vous souhaitez? Si c'est le cas, dites-le nous fermement. Je vous invite à venir visiter ces lieux. Il y a des anciennes caves dans lesquelles il est possible de faire des apéros et c'est très sympathique mais elles ne sont pas adaptées à ce que vous souhaiteriez.

Pourquoi, Monsieur Scheuss, parlez-vous de planification et mélangez tout? Il s'agit d'une zone de planification pour laquelle on ne dit pas que l'on ne va rien faire. On dit que d'ici quelques années, il y a aura une planification obligatoire sur toute cette aire. On parle de remettre la Suze à ciel ouvert. Si vous vous rendez sur place, vous verrez que la Suze passe en dessous de ces abattoirs et l'eau qui s'écoulait était utilisée pour laver le sang des bêtes abattues. C'est mon quartier, que j'ai toujours appelé «Schlachthof», vous m'excusez pour cela. On sait aussi que le tram passe beaucoup trop près des locaux. Nous souhaitons garder cette utilisation provisoire actuelle jusqu'à ce qu'une planification obligatoire soit mise en place. Quel est le sens de ce que vous nous demandez aujourd'hui? Le signal est là. La preuve en est que ces locaux sont utilisés par différentes activités. Il faut aussi garder un bon voisinage, c'est à dire de laisser les commerçants qui sont là depuis 30 ans et de permettre à des gens de faire leur sculpture, de permettre à l'IG d'être là. C'est cela un dialogue. Je n'ai pas entendu qu'il y a des problèmes, actuellement, sur place ou alors dites-le nous. Votre intervention demande de faire quelque chose que l'on fait déjà et donc que l'on peut la radier du rôle.

Tanner Anna, SP: Mit den Leuten vor Ort wurden bereits viele Gespräche geführt. Einen gemeinsamen Runden Tisch mit Vertretern der Stadtverwaltung, der Quartierentwicklung und der Liegenschaftsverwaltung würde sehr begrüsst. Ich denke auch, dass wir uns Gedanken über die Zukunft des Areals machen müssen. Die Stadt muss ein Zeichen setzen und eine minimale Unterstützung sicherstellen, damit dort etwas entstehen kann. In der Beantwortung des Gemeinderats kommt die Bereitschaft zur Unterstützung zu wenig zum Ausdruck. Gerade für die Quartierarbeit ist die Initiative der Leute vor Ort sinnvoll.

Steidle Silvia, directrice des finances: Je vous entends Madame Tanner et vous remercie pour l'explication de votre demande. J'ai l'habitude d'organiser des tables rondes lorsque je connais un problème précis. L'IG nous a rencontré afin de nous demander de louer un local. C'est ce qu'on a fait. Je n'ai pas connaissance d'un problème concret comme je vous l'ai déjà dit. La Ville est favorable à des utilisations diversifiées et à l'utilisation de locaux de manière provisoire. Lorsque des locaux sont libres, on les propose. Je vous remercie d'avoir précisé que vous ne souhaitez pas que la Ville investisse afin d'adapter certains locaux dans le but de les louer. Je pense que l'on a prouvé, par le passé, que les problèmes se résolvent autour d'une table. Je n'ai actuellement pas connaissance d'un problème concret.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de radier du rôle le postulat

La proposition est refusée, le postulat est adopté.

60. Motivation de l'urgence du postulat interpartis 20220161, Koller Levin, PS, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Stolz Joseline, PSR, Schlup Nina, JS, Sprenger Titus, PAS, Heiniger Peter, POP, «Budget 2023 – le Conseil de ville doit être informé de manière transparente concernant les mesures du projet Substance»

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Das Projekt «Substance 2030» ist in Vorbereitung und wird die nächste Budgetdebatte beeinflussen. Die PostulantInnen fordern, dass der Gemeinderat in den Unterlagen zum Budget 2023 transparent über sämtliche Massnahmen informiert. Das Budget wird schon bald behandelt, deshalb ist der Vorstoss dringlich. Ich bitte Sie um Unterstützung.

L'urgence est accordée.

61. Postulat interpartis 20210336, Rüber Stefan, Groupe Les Vert·e·s, Steinmann Alfred, Groupe PS/JS, «Zones de rencontre au Champ-du-Moulin»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat interpartis.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Ich freue mich sehr über die positive Aufnahme unserer Idee für Begegnungszonen im Mühlefeldquartier. Begegnungszonen haben vor allem in Quartieren verschiedene Vorteile. Viele Quartierstrassen dienen in unterschiedlichen Formen der Mobilität. Anwohnende fahren motorisiert oder mit dem Velo zur Arbeit, PendlerInnen, Fussverkehr und Schulkinder queren massenhaft die Quartiere. Viele Strassen erfüllen jedoch nicht die Standards für eine derart vielseitige Nutzung. Sie sind eng, ohne Trottoirs und die Sichtverhältnisse sind schlecht. Gleichzeitig sind die Anforderungen der Quartierbevölkerung an die Verkehrsführung gelinde gesagt, sehr anspruchsvoll: Niemand will Durchgangsverkehr, alle wollen aber trotzdem möglichst schnell und direkt überall hin gelangen.

Begegnungszonen sind kein Allheilmittel der Verkehrspolitik aber sie klären die Verhältnisse. Sie bringen die motorisierten VerkehrsteilnehmerInnen dazu, gewisse Strecken langsamer als gewohnt zurückzulegen und anderen den Vortritt zu lassen. Begegnungszonen erlauben den Zugang zum Quartier, machen aber die Benutzung der Strassen als Schleichwege unattraktiv. Langsamverkehr erhält mehr Rechte, was besonders auf den Hauptachsen der Schulwege relevant ist. Die im Postulat erwähnten Verkehrswege befinden sich deshalb in der Nähe der Schulhäuser. Ich halte Begegnungszonen dort für angemessen, wo Trottoirs fehlen, Strassen überquert werden müssen oder eine Verlangsamung des Verkehrs hilft, gefährliche Situationen zu vermeiden. Die im Postulat vorgeschlagenen Perimeter für Begegnungszonen wurden mit QuartierbewohnerInnen diskutiert. Ich stehe hier als Sprachrohr eines Teils der Quartierbevölkerung, besser wäre aber eine Mitsprachemöglichkeit der Quartierbevölkerung selber. Der Gemeinderat hält in seinen Legislaturzielen fest, dass er die Schaffung von Begegnungszonen unter Einbezug der Bevölkerung fördern will, was er auch in seiner Beantwortung erwähnt. Ich finde dieses Ziel richtig und gut. Die Leute identifizieren sich mit ihrem Wohnquartier und möchten bei dessen Gestaltung mitreden. Begegnungszonen bieten einen Anlass dazu und würden Vorstösse wie den vorliegenden unnötig machen.

Noch ein Wort zu den Kosten: Begegnungszonen müssen nicht teuer sein. Es braucht eine Kennzeichnung am Zoneneingang und Elemente, die zur Geschwindigkeitsreduktion anregen. Die Stadtverwaltung hat bereits an verschiedenen Orten mit kleinen, kostengünstigen Massnahmen die Verkehrssicherheit erhöht. Etwas Kreativität hilft beim Finden von guten Lösungen. Schliesslich gibt es Schulen, Elternvereine, Quartierleiste und engagierte BewohnerInnen, die bereit sind, mitzugestalten.

Ich habe noch eine Frage zum östlichen Abschnitt der Alexander-Moser-Strasse Nord. In der Antwort steht, dass der Strassenabschnitt im Zuge der Kanalisationserneuerung angepasst werden soll. Wie sieht der Zeitplan für die Arbeiten aus? Ein Kredit wurde noch nicht gesprochen.

Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO: Das vorliegende Postulat ist ein Booster des überparteilichen Postulats 20190343 «Verkehrlich flankierende Massnahmen im Mühlefeld optimieren», welches vom Stadtrat am 16. September 2020 erheblich erklärt wurde. Das Postulat wurde unter anderen von Maurice Paronitti, Fraktion PRR, Glenda Gonzalez, Fraktion PSR, Urs Scheuss, Fraktion Grüne, Franziska Molina, EVP, Reto Gugger, BDP, Bernhard Leuenberger, Fraktion FDP sowie Alfred Steinmann, Fraktion SP eingereicht. Schneller geht es in Nidau. Dort wurden bereits einige Begegnungszonen mit einem minimalen Budget realisiert. Eingangs der Zone ist ein Verkehrszeichen sowie ein dicker gelber Strich auf der Fahrbahn angebracht. Auf dem Abschnitt steht auf der Strasse «20 Km/h» und teilweise sind unterschiedlich grosse gelbe Punkte aufgemalt. Am Ende der Begegnungszone hat es wieder ein Signal sowie die gelbe Bodenmarkierung.

In Biel warten wir noch immer. Es geht um die Sicherheit der Schulkinder und Quartierbevölkerung. Die im vorliegenden Vorstoss erwähnten Strassen befinden sich in Schulhausnähe und werden rege benützt. Teilweise ist an diesen Strassen nicht einmal ein Trottoir vorhanden. Mich freut, dass eine unserer Forderungen, eine Begegnungszone am Zihlplatz, im Agglomerationsprogramm des Kantons Bern ist. Die Realisierung ist aber erst 2024 bis 2027 vorgesehen. Nebst der Begegnungszone soll der Zihlplatz mit Kosten von CHF 0,8 Mio. aufgewertet werden. Der Betrag wird zu einem grossen Teil vom Agglomerationsprogramm übernommen. Mit dem vorliegenden Postulat hoffen wir, dass preisgünstigere Begegnungszonen wie diejenigen in Nidau auch im Mühlefeld rasch umgesetzt werden.

Stettler Urs, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen steht ebenfalls für die Sicherheit aller Verkehrsteilnehmer ein. Gegenseitiges Verständnis und eine gesunde Rücksichtnahme sind notwendig. Das ist auch eine Frage der Erziehung. Einige Vorsichtsmassnahmen wurden im Mühlefeldquartier bereits umgesetzt. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen befürchtet, dass der nächste Schritt ein Fahrverbot für den motorisierten Individualverkehr (MIV) sein wird. Aus diesem Grund **lehnt** die Fraktion SVP/ Die Eidgenossen **das vorliegende Postulat ab** und **beantragt, den Vorstoss nicht erheblich zu erklären.**

Steinmann Alfred, SP: Das von mir vorhin erwähnte überparteiliche Postulat 20190343 «Verkehrlich flankierende Massnahmen im Mühlefeld optimieren» verlangt, dass der Einbahnverkehr an der Zihlstrasse in Richtung Zihlplatz sowie der Einbahnverkehr vom Zihlplatz in Richtung Alexander-Moser-Strasse aufgehoben werden soll. Es geht nicht nur um Begegnungszonen, sondern das Quartier soll durchlässiger werden.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Bei der Umsetzung sollen Synergien genutzt und, vor allem bei grösseren Projekten, von Geldern aus dem Agglomerationsprogramm profitiert werden. Diese Optimierung geht halt auf Kosten der Zeit und die Umsetzung dauert deshalb ein wenig länger. Zu den Legislaturzielen des Gemeinderats gehört in der Tat ein Konzept für Begegnungszonen aus Anregungen der Bevölkerung. Die Mitwirkung grosser Teile der Bevölkerung gewährt einen höhere Akzeptanz im Quartier und weniger Widerstand bei der Umsetzung. Die Festlegung der Beurteilungskriterien ist nicht ganz einfach. Es soll ein Weg gefunden werden, die Bevölkerung möglichst einfach einzubeziehen und den von den geplanten Massnahmen betroffenen Kreis festzulegen. Dabei sollte der Aufwand für die Stadtverwaltung wenn möglich nicht vergrössert werden.

Zu Ihrer Frage nach dem Zeitplan der Massnahmen an der Alexander-Moser-Strasse kann ich Ihnen sagen, dass die Reduktion auf Tempo 30 bereits in Kraft gesetzt und publiziert ist. Geplant ist, die Strassengestaltung auszuführen, sobald die Kanalisationsarbeiten an der Alexander-Moser-Strasse abgeschlossen sind. Ich bitte Sie, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen und das Postulat erheblich zu erklären.

Vote

- sur la proposition du Groupe UDC/Les Confédérés de rejeter le postulat

La proposition est refusée. Le postulat est adopté.

62. Postulat 20210294, Vouillamoz Naomi, Groupe Les Vert·e·s, Rüber Stefan, Groupe Les Vert·e·s , «Le quartier de Mâche se réinvente en zone à trafic apaisé»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat.

Vouillamoz Naomi, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Vous pouvez faire un replay de ce qu'ont dit Messieurs Rüber et Steinmann pour ce postulat aussi. Je tiens à remercier le Conseil municipal de sa réponse. Je m'excuse du manque de précision dans le titre. En effet, le postulat se concentre sur le périmètre Geyisried et Sahligut et je présente également mes excuses à l'école de la Poste, qui mériterait clairement, elle aussi, qu'on se penche sur son cas. L'objectif principal de ce postulat est de redonner la priorité à la mobilité douce et piétonne aux périmètres des écoles et dans les zones d'habitation. Pour être honnête, quand je lis les réponses du Conseil municipal sur ces thématiques, j'ai l'impression de vivre à Copenhague ou dans une ville à l'avant-garde de la mobilité douce. Alors que dans les faits, la marge de progression reste énorme et le temps manque, ce qui finalement me surprend toujours, c'est le combat qu'il faut mener pour chaque millimètre que l'on souhaite reprendre à la circulation automobile, alors que c'est un fait établi. Pour faire en sorte que nos villes restent agréables à vivre et puissent faire face aux périodes de canicule et de smog et accessoirement respecter l'Accord de Paris, nos politiques devraient prendre la direction de beaucoup moins de véhicules, qui roulent beaucoup moins vite. Donc, j'encourage le Conseil municipal à avancer vite, beaucoup plus vite, avec des moyens simples et des solutions pragmatiques dans cette direction. Je vous serais donc très reconnaissante de suivre la proposition du Conseil municipal et d'adopter ce postulat. Au nom des écoliers et écolières, piétons et piétonnes et cyclistes du Geyisried et du Sahligut, un grand merci.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ unterstützt das vorliegende Postulat. Ich erinnere an das Postulat 20020095 «Geysried Nord-Sud / Zone "30 km/h"», welches 2002 eingereicht wurde. Die Umsetzungsfrist für das Postulat wird regelmässig für zwei weitere Jahre verlängert. Das Anliegen wurde also während 20 Jahren nicht umgesetzt und enthält eigentlich genau die gleichen Forderungen wie das nun vorliegende Postulat. Wenn es 20 Jahre dauert, eine Tempo-30-Zone in einem

Quartier umzusetzen, frage ich mich mit Blick auf die in den Gemeinderat entsandten Parteimitglieder, ob die Leute dort die richtige Politik vertreten.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Je crois qu'après le vote que l'on a fait tout à l'heure, il ne faut pas s'éterniser sur ce postulat qui traite de la même thématique. Habitant Mâche, je constate que ce quartier est, hormis les axes principaux, déjà mis en zone 30km/h. Je suis le premier à soutenir les zones 30 km/h. Maintenant, quand à faire des zones de rencontre comme cela a été fait devant l'école du Geyisried, je vous invite à venir voir ce qui a été fait sur cette ancienne place de parc et constater qu'il n'y a jamais personne. Un investissement important a été concédé et il n'y a jamais personne qui s'y attarde. Je ne sais pas si faire des zones de rencontre sert réellement à quelque chose. Le fait de vouloir toujours embêter plus l'automobiliste est une pratique de la gauche élargie. Je pense qu'il serait important de le dire simplement au lieu de déposer des interventions à foison. Je vous propose de continuer dans cette voie et la Ville va crever. Il n'y a plus personne qui peut se déplacer et cela énerve. Notre groupe ne peut clairement pas soutenir cela.

Vouillamoz Naomi, Les Verts: Il se trouve que j'habite aussi dans ce quartier. La place de rencontre qui a été faite devant l'école du Geyisried n'est pas utilisée car elle est bétonnée et qu'en été on meurt de chaud sur cette place. Je pense que si on avait les moyens financiers d'enlever du béton cela la rendrait plus agréable. Il faut se rendre compte qu'en été, on étouffe. Bloquer les voitures n'est pas la démarche recherchée, mais il faut diminuer la quantité de trafic afin de pouvoir respirer. J'ai deux jambes, je réussis à me déplacer et cela fonctionne parfaitement sur les petites distances. Plus de la moitié des trajets sont effectués sur des distances de moins de 5 km. C'est faisable à vélo ou à pied. Cela fait du bien, on reste en bonne santé et on coûte moins cher aux services de la santé.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Wie Sie der Antwort des Gemeinderats entnehmen können, ist im Rahmen des Agglomerationsprogramms geplant, den südlichen Teil des Geyisriedquartiers von 2022 bis 2024 und den nördlichen Teil 2024 bis 2028 umzugestalten und Tempo 30 einzuführen. Die in der Beantwortung erwähnten temporären Massnahmen um den Geyisriedplatz wurden inzwischen umgesetzt. Die Einsprache zur Temporeduktion wurde abgewiesen und die entsprechende Beschilderung wird in den nächsten Wochen angebracht.

Vote

- sur la proposition du Groupe UDC/Les Confédérés de rejeter le postulat

La proposition est refusée. Le postulat est adopté.

63. Interpellation interpartis 20210296, Sprenger Titus, PAS, Steinmann Alfred, PS, Rüber Stefan, Les Vert-e-s, «Places de stationnement sur l'ancien site des abattoirs, faisant partie du patrimoine financier, et intentions concernant l'affectation à long terme de ce terrain»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Sprenger Titus, Passerelle: Der Gemeinderat scheint mir die erste Frage plausibel und damit befriedend beantwortet zu haben. In den Fragen 2 und 3 sprach ich die Vorbildrolle an, welche die Stadt Biel häufig nicht nur mittels ihres Verwaltungsvermögens, sondern auch mittels ihres Finanzvermögens einzunehmen versucht. Die beiden Fragen wurden sehr «finanztechnisch» beantwortet, nicht aber im politischen Sinne, wie ich mir dies eigentlich vorgestellt hatte.

Zur Frage 3 sei noch erwähnt, dass auch anderweitig als mit der Vermietung von Oberflächenparkplätzen Rendite erzielt werden könnte. Dass mit der Vermietung dieser Flächen als Parkplätze keine unmittelbare Konkurrenzierung des Bahnhofparkings erfolgt, erscheint mir mangels sachlicher Begründung eher eine Behauptung zu sein. Wer beispielsweise die Salzhausstrasse 5 oder 7 aufsucht, könnte sein Fahrzeug durchaus auch im Bahnhofparking abstellen. An dieser Stelle verweise ich auf das erheblich erklärte Postulat 20180296 «Städtische Parkieranlagen: Vergünstigung für Anwohner/innen». Hier hätte es der Gemeinderat in der Hand, Parkraum zu ähnlichen Konditionen anzubieten und gleichzeitig die Auslastung der stadteigenen Parkieranlagen zu verbessern.

Zu Frage 5 kann ich zwar verstehen, dass noch keine konkrete Planungsabsicht besteht. Einen groben Fahrplan für eine Fläche an einer derart interessanten Lage hätte ich allerdings schon erwartet.

Bei Frage 6 wäre eigentlich die politische Haltung mit Blick auf die Zukunft angesprochen gewesen. Die Antwort bezieht sich jedoch vielmehr auf die Ist-Situation. Wenn es hierzu eine politische Haltung gibt, muss sie zwischen den Zeilen herausgelesen werden und dürfte etwa lauten: Alles bleibt beim Alten trotz anderslautender Absicht mit Blick auf die Gesamtmobilitätsstrategie. Zusammenfassend bin ich von der Beantwortung mehrheitlich nicht befriedigt.

Steinmann Alfred, SP: Nebst den Ansässigen werden Parkplätze an Mietende der Salzhausstrasse 5 und 7 sowie sieben weitere marktgerecht an Dritte vermietet. Ob die Vermietung von Parkplätzen auf dem alten Schlachthausareal nicht eine Konkurrenz zum Bahnhofparking darstellt, darüber lässt sich streiten. Was passiert, wenn einer oder beide Occasionshändler die gemieteten Parkplätze aufgeben? Werden dann Parkplätze zu Dumpingpreisen vermietet? Eine Zwischennutzung soll Einnahmen generieren. Es kommt aber darauf an, ob die Zwischennutzung im Interesse der Öffentlichkeit oder auf rein privatwirtschaftlicher Basis läuft.

L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse du Conseil municipal.

64. Interpellation 20210298, Stolz Joseline, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, «Cyberattaque de Rolle: quels enseignements pour la sécurité informatique de la Ville de Bienne?»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Moeschler Marie, PSR: Nous avons lu la réponse du Conseil municipal de manière attentive. Nous sommes satisfaites de la réponse donnée et nous en remercions le Conseil municipal. Nous nous permettons encore toutefois de donner nos

encouragements. En effet, nous ne pouvons qu'encourager le Conseil municipal de mettre en place les mesures de sécurité recommandées dans le cadre de l'audit de sécurité organisationnel, le plus rapidement possible et qu'il ne se satisfasse pas uniquement de les avoir planifiées. Nous ne pouvons qu'encourager aussi le Conseil municipal à mettre en oeuvre très rapidement les mesures qui découlent du diagnostic effectué suite aux recommandations du Centre national pour la cybersécurité. Nous l'encourageons dans la mise en oeuvre de son plan d'action mentionné en la matière.

Les interpellantes sont satisfaites de la réponse du Conseil municipal.

65. Interpellation 20210363, Cuixeres Manon, JS, Moeschler Marie, PSR, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Pittet Natasha, PRR, Tennenbaum Ruth, PAS, Tonon Ariane, Les Vert·e·s, Tanner Anna, PS, Schlup Nina, JS, Halter Marisa, POP, Torriani Latscha Isabelle, PSR, «Agressions au GHB: que fait la Ville pour se prémunir contre ce fléau?»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

Cuixeres Manon, JS: Je ne m'attendais à rien et je suis quand même déçue. Dans la remarque liminaire à sa réponse, le Conseil municipal prétend que, je cite: *«Le GHB ne joue pratiquement aucun rôle auprès de la majorité de la population.»* D'où sort cette affirmation? Je vous suggère de discuter avec les filles et femmes qui partagent votre quotidien et de leur demander quelle est leur expérience des bars et boîtes de nuit. Penser à la tenue adéquate, à la quantité d'alcool que l'on peut ingérer, à surveiller son verre, tout cela parce que, n'en déplaise au rédacteur de la réponse, les femmes vivent dans la conscience de l'agression, du viol. Je répète ces statistiques, une fois encore à cette tribune: 12% des femmes de plus de 16 ans ont subi un viol en Suisse, 20% de ces mêmes femmes ont subi des actes sexuels non consentis. Comme le Conseil municipal le note lui-même, il est fort probable que bon nombre d'agression au GHB ne soient jamais répertoriées. Toutefois, la question de la statistique n'est en vérité que secondaire. Le travail le plus important doit être fait en amont afin d'empêcher les actes criminels. C'est ce qui était entendu dans le point 5 de la question, qui n'a pas été bien compris, je crois. L'association «MILLE SEPT SANS» lutte bien contre le harcèlement de rue mais elle a surtout mis en place la charte Aretha, que nous avons très explicitement mentionnée dans notre texte. Cette charte vise, avant tout, à prévenir les agressions avec ou sans GHB. Je note, que le Conseil municipal dans sa réponse au point 4, déclare qu'il est tout à fait possible d'examiner si la Ville pourrait renforcer encore sa contribution aux mesures de prévention à ce sujet. Donc, je fais cette suggestion: pourquoi le service qui récolte les plaintes n'organiserait-il pas une formation à tous les propriétaires de bars et boîtes ouverts le soir et la nuit?

J'aimerais encore attirer l'attention du Conseil municipal sur le fait qu'il existe des moyens probablement plus efficaces pour recueillir des témoignages que via téléphones ou par mails, aujourd'hui en 2022. J'ai, en effet, de la peine à me figurer qu'une personne ayant subi une agression et souhaitant le signaler prennent le temps de rédiger un mail ou d'appeler après avoir déjà fait l'effort de trouver la page internet adéquate. Pour finir, la réponse au point 3 de la question me semble pour le moins succincte, même si elle est formellement correcte. Il aurait été bon que la Ville étaye

sa réponse avec quelques exemples. Cette demande me semblait aller de soi. Je note que la réponse à la question «*Que fait la Ville pour se prémunir contre le fléau du GHB?*» est: une page internet existe sur laquelle on trouve une adresse mail où l'on peut écrire pour signaler une agression. Je déplore cette réponse et n'en suis pas satisfaite.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich nehme zur Kenntnis, dass die Beantwortung offenbar nicht befriedigt. Ich wiederhole jedoch, dass aufgrund der Gespräche mit der Kantonspolizei als auch aus der zugänglichen Statistik sowie persönlichen Gesprächen mit jungen und älteren Leuten die Problematik mit GHB (Gammahydroxybutyrat; «KO-Tropfen») mehr oder weniger verschwunden ist. Den jungen Leuten im Ausgang ist das Risiko mittlerweile bekannt. Die Verfügbarkeit der Substanz hat sich verändert und der Zugang ist heute schwieriger. Die Höhe der Dunkelziffer ist praktisch unmöglich zu eruieren. Die Anzahl der bekannten Fälle ist sehr tief. Gewalt im Ausgang und Belästigung von Frauen beschäftigen die Behörden mehr. Nichtsdestotrotz, der Gemeinderat nimmt das Thema ernst, ordnet es aber entsprechend seiner Bedeutung ein.

Heiniger Peter, PdA: Jedes Opfer ist eines zuviel. Für die Betroffenen ist ein solcher Übergriff sehr hart. Nach meinem Empfinden wird die Situation verharmlost. Bedenken Sie, dass die Dunkelziffer wahrscheinlich sehr gross ist. Es gilt, genau hinzusehen und den potenziellen Opfern eine niederschwellige Meldemöglichkeit zu bieten.

Les interpellantes ne sont pas satisfaites de la réponse du Conseil municipal.

66. Interpellation 20210364, CDG, Scheuss Urs, Les Vert·e·s, Pittet Natasha, PRR, Tanner Anna, PS, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Sprenger Titus, PAS, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Zumstein Joël, UDC, «Pratique concernant l'attribution de contrats de prestations»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

Scheuss Urs, GPK: Die Beantwortung des Gemeinderats bietet eine gute Übersicht und ist hilfreich für neue Stadtrats- oder GPK-Mitglieder. Wir bedauern allerdings, dass die Leistungsverträge für die Erfüllung öffentlicher Ausgaben explizit ausgeklammert sind. Diese betreffen den Bereich des öffentlichen Beschaffungswesens, welches im Moment weiterentwickelt wird. Die GPK ist immer wieder mit diesem Thema konfrontiert.

Die GPK hat die noch offenen Fragen an die zuständige Gemeinderätin weitergeleitet. Einerseits ist den Kommissionsmitgliedern aufgefallen, dass die Leistungsverträge unterschiedlich lange Laufzeiten von einem Jahr bis unbefristet haben. In der Antwort steht, dass die Laufzeiten angeglichen werden sollen. Wird es weiterhin dauerhaft verschiedene Laufzeiten geben? Der Leistungsvertrag mit der Musikschule Biel ist unbefristet und beläuft sich auf fast CHF 1,8 Mio. pro Jahr. Wer entscheidet über die sich jährlich wiederholende Ausgabe? Die Abgrenzung zwischen den verschiedenen Bereichen ist nicht immer klar. Wer entscheidet darüber? Für die Eventkategorie beispielsweise gelten zusätzliche Anforderungen.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je vous remercie pour votre appréciation et l'approbation de cette réponse. Je vais tenter de répondre à vos questions. Pour revenir sur la durée des contrats de prestations, il est clair que la différence de durée va être maintenue car il n'est pas possible de les harmoniser, ceci pour garder le sens de ces différentes durées car il se peut que cela soit décidé dans le sens d'une harmonisation avec le Canton. Parfois, les périodes ne sont pas harmonisées entre elles au niveau du Canton et de la Ville et là cela justifie aussi un décalage. Il est possible que la durée soit décidée en fonction du besoin de la personne ou de l'association qui reçoit le contrat de prestations.

En ce qui concerne les contrats de prestations à durée illimitée, il y en existe trois dont un avec l'Ecole de musique, que vous avez citée. Un cadre légal supérieur est donné par le Canton dans lequel on doit s'intégrer et s'inscrire. Le Canton stipule que c'est du devoir de la Ville et c'est une tâche ordonnée que d'organiser les cours de musique. C'est cela qui justifie ce type de contrat à durée illimitée. L'attribution d'un contrat de prestations à une direction ou une autre se fait, en priorité, par le bon sens. Dans l'exemple que vous donnez concernant la partie communication attribuée à la Fête des enfants, je peux vous répondre que cette fête contribue à un rayonnement au niveau de la Vieille Ville et également de la Ville. Je pense avoir répondu et vous remercie encore pour la bonne réception de cette réponse.

Les interpellants sont satisfaites de la réponse du Conseil municipal.

67. Interpellation interpartis 20210338, Briechle Dennis, PVL, Halter Marisa, POP, Heiniger Peter, POP, Schneider Veronika, UDC, De Maddalena Daniela, Les Vert·e·s, «Être au lieu de paraître / Rendez à la Vieille Ville sa lumière!»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

Briechle Dennis, GLP: Die InterpellantInnen sind formell von der Antwort befriedigt aber inhaltlich enttäuscht. Im letzten Herbst hat der ESB (Energie Service Biel/Bienne) die öffentliche Strassenbeleuchtung der Unter- und Schmiedengasse in der Bieler Altstadt ausgetauscht. Anstelle der historischen Laternen, in welchen sogenannte Natriumhochdruckleuchten ein warmes, orangefarbenes Licht erzeugten, wurden moderne Leuchten mit einem blendenden, kalten LED-Licht aufgehängt. Die Aufhängungen wurden dabei versetzt und die neuen Leuchten hängen rund drei Meter tiefer über der Gasse als vorher. Der Ersatz der Beleuchtung in weiteren Gassen der Altstadt ist bereits angekündigt. Viele Anwohnerinnen und Besucher sind entsetzt über die neue Beleuchtung. Anstelle der wohlig warmen Wohnzimmer-Atmosphäre herrscht der Charme eines Kühlhauses. Als Reaktion darauf haben knapp 500 Personen die Petition «Sein statt Schein» unterzeichnet. Sie fordern die Rückkehr zu einer Beleuchtung, welche die Menschen zum gemütlichen Sein einlädt und nicht einfach nur ein unangenehmen Schein abgibt. Die PetitionärInnen fordern konkret die Anpassung des LED-Lichts auf einen Farbton von 2400 bis 2600 Kelvin als Mass der Farbwärme sowie die Weiterverwendung der Gehäuse der alten bestehenden Strassenlaternen. Die Reaktion des Gemeinderates, sowohl auf die Petition, als auch in seiner Beantwortung auf die vorliegende Interpellation, ist ernüchternd. Ich greife drei Punkte heraus:

1. In seiner Kommunikation zur Petition behauptet der Gemeinderat, dass er den Petitionärinnen und Petitionären weitestgehend entgegen gekommen wäre. Wir teilen diese Haltung jedoch nicht. Der Farbton der Leuchten wurde leicht angepasst. Das Licht wirkt aber weiterhin kühl und ist weit entfernt vom ursprünglichen warmen Farbton und nicht zufriedenstellend. Auf die Zukunft der historischen Laternen wird nicht weiter eingegangen. Dass der Gemeinderat in seiner Mitteilung nicht einmal den Namen der Petition korrekt nannte, hat auch nicht gerade zur Zufriedenheit unter den PetitionärInnen beigetragen.
2. Die öffentliche Beleuchtung in Biel unterliegt dem sogenannten «Plan lumière». Der Plan ist ein nicht öffentliches Dokument, welches nur mit einigen Hürden einsehbar ist. Der ESB, der die Arbeiten ausführt, beruft sich darauf. In seiner Analyse ist der «Plan lumière» interessant, bietet aber wenig konkrete Handlungsanweisungen. Für die Altstadt sieht er im Wesentlichen vor, dass: *«L'éclairage public visé doit créer une ambiance nocturne appropriée à la vie sociale caractéristique de la Veille Ville.»* Eine schwammige Aussage. Die Ambiance der Altstadt entspricht aber nicht einem Kühlhaus und damit ist die Leitlinie bei weitem nicht erfüllt. Viel mehr Klarheit schafft da die Stadt Bern mit ihrem Beleuchtungskonzept. Dieses sieht für verschiedene Bereiche der Stadt klare Messgrößen vor, die einzuhalten sind, insbesondere auch in der Altstadt.
3. In seiner Mitteilung zum Ersatz der Beleuchtung teilt der ESB mit, dass diverse Kreise involviert sind, nämlich die schweizerische Licht-Gesellschaft, die kantonale Denkmalpflege und ein externes Planungsbüro für Beleuchtungstechnik. Nicht involviert sind die direkt Betroffenen. Die Liegenschaftsbesitzenden wurden mit einem kurzem Schreiben vor vollendete Tatsachen gestellt, die Anwohnenden blieben aussen vor. Der Gemeinderat schreibt in seiner Beantwortung, dass kein Spielraum für Partizipation vorhanden sei. Ich finde diese Antwort problematisch. Partizipation sollte nicht nur erfolgen, wenn es dem Gemeinderat gerade in den Kram passt und bequem ist, sondern dann, wenn ein Thema die Gemüter bewegt. In der Altstadt haben sich in den letzten Jahren Leute stark engagiert, nun sind sie aber zunehmend frustriert über das Verhalten der Stadtverwaltung.

Leider lässt sich aus der Beantwortung des Gemeinderats herauslesen, dass er nicht gewillt ist, an seinem Kurs etwas zu ändern und wohl auch die anderen Gassen «abkühlen» wird. Dies betrübt die PetitionärInnen. Sie überlegen sich, weitere Schritte zu unternehmen.

Die Altstadt hat sich in den letzten Jahren gut entwickelt. Viele engagierte Leute hauchen ihr Leben ein und tragen zu ihrem einzigartigen Charakter bei. Dies nutzt die Stadtverwaltung – völlig zu recht natürlich! – wenn es darum geht, die Sonnenseiten unserer Stadt hervorzuheben. Mit der nun realisierten Beleuchtung wurde der Altstadt aber ein Stück ihres Charakters genommen. In den kurzen Sommernächten mögen die Leuchten etwas weniger relevant sein; aber spätestens wenn die Tage wieder kürzer werden und der Nebel in unsere Gassen schleicht, werden wir die wohlige Geborgenheit mit dem warmen Licht vermissen.

Cadetg Leonhard, FDP: Sich zu Interpellationen zu äussern ist an und für sich dumm. Ich möchte aber den vorangegangenen Erläuterungen noch etwas beifügen. Natriumdampflampen strahlen mit ungefähr 590 Nanometern. LED-Lampen versuchen thermische Spektren zu simulieren. Ein thermisches Spektrum entspricht einer Temperatur von 2200 Kelvin. Dieses Licht wirkt objektiv gesehen wirklich kälter und ist weit entfernt von einem Entgegenkommen wie der Gemeinderat schreibt.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Der Handlungsspielraum für die öffentliche Beleuchtung ist in der Tat sehr eng. Die öffentliche Infrastruktur wird sehr oft von Normen und vielen gesetzlichen Vorschriften begleitet. Aus diesem Grund ist keine Partizipation vorgesehen. Es geht nicht darum, die Bevölkerung auszuschliessen. Partizipation ist sinnvoll, wenn Handlungsspielraum gegeben ist. Um Enttäuschungen zu vermeiden, wurde das hier nicht gemacht. Die Kommunikation im Vorfeld war sicher nicht optimal. Im Rückblick würde anders informiert. Wir sind mit den Leuten, die sich gemeldet haben, in Kontakt getreten und der ESB führte eine Informationsveranstaltung durch. Ich verstehe, dass die doch gravierenden Änderungen schockieren können. Vor der Anpassung war die neue Beleuchtung sehr hell und kalt. Nach den objektiven Kriterien ist jetzt aber der Handlungsspielraum in diesem Bereich ausgeschöpft. Im Moment ist das die Realität, neue technische Entwicklungen sollen aber einfließen. Der Gemeinderat schreibt in seiner Beantwortung, dass er die Situation in Bern gerne anschaut. Bei der nächsten Anpassung werden mit dem Atelier Lumière und der Stadtplanung allfällige Übernahmemöglichkeiten besprochen. Der Zeitplan für die nächsten Beleuchtungsanpassungen in der Altstadt steht noch nicht fest. Als nächstes ist der Ersatz der öffentlichen Beleuchtung an der Nidaugasse im Sommer 2023 geplant. Verschiedene Lampen wurden bereits getestet im Moment bestehen jedoch Lieferschwierigkeiten. Die aktuelle Beleuchtung in der Altstadt ist noch nicht die definitive Version. Neue Leuchtmittel werden in den nächsten Wochen montiert. Auch wenn das Licht nicht ganz so warm ausfallen wird, ist eine Verbesserung gegeben.

Les interpellants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous remercie pour les débats et vous souhaite une bonne soirée.

68. Nouvelles interventions

- 20220161** **Dringliches überparteiliches Postulat, Koller Levin, SP, Roth Myriam, Grüne, Stolz Joseline, PSR, Schlup Nina, JUSO, Sprenger Titus, PAS, Heiniger Peter, PdA** **FID**
- Budget 2023 - transparente Information des Stadtrates bezüglich Substance-Massnahmen
- Postulat interpartis urgent, Koller Levin, PS, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Stolz Joseline, PSR, Schlup Nina, JS, Sprenger Titus, PAS, Heiniger Peter, POP** **DFI**
- Budget 2023 – le Conseil de ville doit être informé de manière transparente concernant les mesures du projet Substance
- 20220162** **Überparteiliche Motion, Schiess Christophe, Fraktion Grüne, Stolz Joseline, Fraktion PSR, Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO, Cuixeres Manon, JUSO, Halter Marisa, PdA, Sprenger Titus, PAS, Molina Franziska, EVP, Schaffter Gaël, GLP** **BEU**
- In 10 Jahren einen Drittel des für Parkplätze genutzten öffentlichen Raums freigeben
- Motion interpartis, Schiess Christophe, Groupe Les Vert·e·s, Stolz Joseline, Groupe PSR, Steinmann Alfred, Groupe PS/JS, Cuixeres Manon, JS, Halter Marisa, POP, Sprenger Titus, PAS, Molina Franziska, PEV, Schaffter Gaël, PVL** **TEE**
- Libérer en 10 ans un tiers de l'espace public dévolu aux places de stationnement
- 20220163** **Interpellation, Scheuss Urs, Grüne** **STK**
- Unfrankierte Abstimmungscouverts
- Interpellation , Scheuss Urs, Les Vert·e·s** **CHM**
- Enveloppes de votation non affranchies

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 20:15 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Bord Pascal

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Klemmer Regula

Protokoll:

Flückiger Rita

Scheurer Nathalie

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane